

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



EVACUATION DU CAMPEMENT DE RÉPUBLIQUE : L'ÉTAT DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITÉS.

Paris, le 24 novembre 2020

Voilà des années que l'État multiplie les mesures indignes envers une population qui a déjà connu le pire : dispersions brutales des camps de migrants, démantèlements sans issue, arrêté préfectoral interdisant la distribution alimentaire. Un processus de déshumanisation et d'invisibilisation de la misère, alimenté par la brutalité du traitement que leur réserve les forces de l'ordre.

Ce qui s'est passé hier soir place de la République ne devrait pas exister dans une démocratie ! Comme le souligne Aurélien Taché : **“J'étais chargé, au plus fort de la crise migratoire, de l'hébergement des migrants au cabinet de Sylvia Pinel puis d'Emmanuelle Cosse. Les choses n'étaient pas parfaites et Emmanuel Macron donnait l'impression de pouvoir faire mieux. Quelle erreur. Quelle honte. La gauche doit revenir.”**

#NousDemain condamne fermement la dérive d'un État, qui, incapable de mettre 500 personnes à l'abri en pleine pandémie, alors que l'hiver s'installe, s'attaque aux victimes d'un problème qui est le fruit de ses propres insuffisances. Nous demandons des sanctions exemplaires et des mesures rapides pour enfin mettre ces personnes à l'abri et de créer les conditions d'un premier accueil digne dans notre pays.

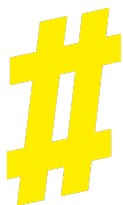
Les journalistes, élus, avocats, et associatifs présents sur place ont également été victimes de violences : à travers eux c'est la liberté de la presse, la représentation nationale, la justice et la fraternité qui sont symboliquement réprimés ! **Comme le rappelle Émilie Cariou : « on ne peut pas tenir une société avec la police ».**

Alors que le Parlement s'apprête à voter la loi Sécurité Globale, la teneur de ces images, qui ont bouleversé la France, entière interroge : quelles protections aurons-nous demain contre de tels abus ? Le ministre de l'Intérieur lui-même s'appuie sur les vidéos et photos captées par les citoyens et journalistes pour exiger des comptes au Préfet de police. Dans ces conditions, **#NousDemain demande le retrait complet de l'article 24 de ce projet de loi.**

Les dirigeants doivent assumer leurs responsabilités. En ce sens, **le maintien du Préfet de police Lallement à son poste ne nous paraît plus tenable : nous demandons son départ.**

Une enquête transparente et contradictoire doit être menée pour clairement établir la part des responsabilités individuelles et institutionnelles dans ces violences afin que des sanctions exemplaires soient prises à chaque niveau hiérarchique. La responsabilité du Préfet d'Île-de-France qui a laissé ces 500 personnes à la rue lors de l'évacuation de Saint-Denis est également en cause, il devra s'expliquer sur ces manquements. Parallèlement, une commission d'enquête à l'Assemblée nationale doit être ouverte afin de faire toute la lumière sur les dysfonctionnements qui se sont multipliés ces dernières années.

Au-delà de l'indignation et de nécessaires suites judiciaires, il faut agir vite. **#NousDemain exige de la préfecture, de la ville de Paris et du gouvernement l'ouverture sans délai, sur le modèle de la "bulle" Emmaüs de 2018, d'une structure d'hébergement inconditionnel d'urgence afin de mettre ces personnes à l'abri ainsi sans délai et d'éviter la formation de nouveaux campements de rue ou la réquisition de gymnases inadaptés à une prise en charge en période de crise sanitaire, comme l'a rappelé un récent avis du Conseil Scientifique.** A plus long terme, la mise en place d'un système de premier accueil digne doit permettre à chaque exilé d'avoir un accès direct et garanti à des solutions d'hébergement dès son arrivée sur notre territoire.



www.nousdemain.eu
contact@nousdemain.eu
06.10.61.73.70